

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE

E/CN.14/324
E/CN.14/INR/78
22 novembre 1964

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'AFRIQUE

RAPPORT DE LA CONFERENCE SUR LA COORDINATION INDUSTRIELLE
EN AFRIQUE DE L'OUEST

(Bamako, 5 - 15 octobre 1964)

SOMMAIRE

	<u>Paragraphes</u>
Organisation et participation	1 - 6
Sidérurgie	7 - 13
Industrie mécanique	14
Produits chimiques et engrais	15 - 17

ANNEXES

1. Liste des participants

2. Ordre du jour

3. Allocution de M. Jean-Marie Koné, Ministre d'Etat chargé du Plan et de la coordination des affaires économiques et financières
Président par intérim de la République du Mali

4. Allocution de M. Cyril Bright, Chef de la délégation du Libéria, à la séance d'ouverture

5. Allocution de M. Courmo, Chef de la délégation du Niger, à la séance d'ouverture

6. Allocution de M. R.K.A. Gardiner, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique

7. Rapport de la Commission de l'industrie textile

8. Rapport de la Commission de l'industrie du ciment

9. Rapport de la Commission des industries alimentaires

10. Déclaration du représentant de la Guinée

11. Déclaration du représentant de la Mauritanie

12. Liste des documents

RAPPORT DE LA CONFERENCE SUR LA COORDINATION INDUSTRIELLE
EN AFRIQUE DE L'OUEST

(Bamako, 5 - 15 octobre 1964)

Organisation et participation

1. La Conférence sur la coordination industrielle en Afrique de l'ouest a été convoquée en application d'une résolution adoptée par la Commission économique pour l'Afrique à sa sixième session et avec l'accord du Président du Niger et du secrétariat provisoire de l'Organisation de l'unité africaine. Elle s'est tenue à Bamako du 5 au 15 octobre 1964. Les documents soumis à la Conférence avaient été préparés par le secrétariat et les consultants de la Commission économique pour l'Afrique, ainsi que par un groupe d'experts désignés par le Président du Niger et dirigés par M. de Bernis. Trois commissions ont été créées, une pour l'industrie textile, une pour l'industrie du ciment et une pour les industries alimentaires. Chaque commission a soumis un rapport à la Conférence. Le texte des rapports, tel qu'il a été adopté, est reproduit en annexe au présent document.

2. Participaient à la Conférence des représentants des Etats membres suivants : Dahomey, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Libéria (le représentant était assisté de deux conseillers autrichiens), Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal et Togo. Les pays suivants avaient envoyé des observateurs : France, Gabon, Maroc, République Arabe Unie et Royaume-Uni (Etats membres et membres associés de la Commission économique pour l'Afrique), Autriche, Bulgarie, Etats-Unis d'Amérique, Inde, Israël, Japon, Pologne, République fédérale d'Allemagne, Suède, Tchécoslovaquie, et URSS. Les institutions spécialisées étaient représentées : Organisation internationale du travail (OIT), Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Etaient également représentés : l'Imperial Chemical Industries (ICI), l'Institut de Science économique appliquée (ISEA), Bureau de Dakar, et le Vienna Institute for Development. La liste des participants fait l'objet de l'Annexe I.

3. M. Mamadou Aw (Mali) a été élu Président et M. Cyril Bright (Libéria), Vice-Président. MM. J.D. Jeffrey-Coker (Nigéria) et L. Dupuy (Sénégal) ont été élus rapporteurs. Le représentant de la Nigéria a été élu Président de la Commission pour l'industrie textile, celui du Dahomey Président de la Commission pour l'industrie du ciment, et celui du Mali, Président de la Commission pour l'industrie des produits alimentaires.

4. L'ordre du jour provisoire établi par le secrétariat a été adopté avec quelques amendements. Le texte révisé de cet ordre du jour fait l'objet de l'Annexe II.

5. La Conférence a été ouverte le 7 octobre 1964 par M. Jean-Marie Koné, Ministre d'Etat chargé du Plan et la coordination des affaires économiques et financières, Président par intérim de la République du Mali. Le texte de son allocution est donné à l'Annexe III. M. Cyril Bright, représentant du Libéria, et M. Courmo, représentant du Niger, ont également prononcé des allocutions d'ouverture dont le texte fait l'objet des Annexes IV et V respectivement. M. R.K.A. Gardiner a également pris la parole au cours de la séance d'ouverture; le texte de son discours fait l'objet de l'Annexe VI.

6. La séance de clôture a eu lieu le mercredi 14 octobre. Le rapport de la Conférence a été adopté par 9 voix contre 2. Les représentants de la Guinée et de la Mauritanie ont expliqué leur vote (voir Annexes X et XI).

a) Sidérurgie

7. Après une brève déclaration du secrétariat, des représentants ont exprimé le vœu d'entendre les experts, auteurs des diverses études, exposer en détail leurs conclusions et recommandations. MM. Denis, Hanappe et de Bernis ont alors présenté leurs rapports respectifs. Pour l'usine sur la côte, les experts ont recommandé comme emplacement le plus favorable de la sous-région un port du Libéria. Quant à l'usine de l'intérieur, ils ont recommandé comme emplacement Gouina, au Mali, et ont en outre préconisé l'utilisation d'un procédé électrique. Le représentant de la Mauritanie a fait observer que les études

présentées étaient incomplètes et a demandé qu'aucune décision définitive concernant l'implantation de l'usine ne soit prise tant que les possibilités de Port-Etienne n'auraient pas été étudiées, puis comparées à celles des autres emplacements possibles. Il a porté à la connaissance de la Conférence que son Gouvernement avait, pour sa part, l'intention de créer une usine sidérurgique à Port-Etienne.

8. Le secretariat a expliqué que si les experts ne s'étaient pas rendus en Mauritanie, c'était surtout parce que, au début, elle n'avait pas paru s'intéresser à la question, et aussi que la création d'une usine sidérurgique dans ce pays présenterait de nets désavantages, en raison notamment du manque d'eau et du coût élevé du transport des produits sidérurgiques. Néanmoins, les experts sont disposés à se rendre en Mauritanie et à préparer un rapport. Le représentant de la Nigéria a fait une déclaration sur l'état d'avancement du projet de création d'une usine sidérurgique dans son pays, et il a attiré l'attention sur le fait que les premières études relatives à ce projet avaient été entreprises il y a cinq ans déjà. A cette époque, la consommation annuelle était de 150.000 tonnes, mais elle atteint maintenant 200.000 tonnes. Un million de livres sterling environ ont déjà été consacrées, au titre de ce projet à des études de marché et à la prospection des matières premières. La Nigéria entend poursuivre la réalisation de son projet, mais elle est néanmoins disposée à coopérer dans toute la limite du possible avec les autres pays de la sous-région. La Conférence a pris acte de cette déclaration.

9. Des représentants ont demandé des précisions sur quelques points d'ordre technique. Ils ont notamment demandé comment avaient été calculés les prix de revient, quelle était la relation entre ce coût et le prix de l'acier importé, si les ressources en minerai de fer avaient été complètement évaluées, s'il avait été tenu pleinement compte des possibilités d'expansion du marché et si les minerais à faible teneur pourraient être enrichis de manière qu'ils puissent soutenir la concurrence avec les minerais à forte teneur.

10. Dans leurs déclarations, les délégués ont également soulevé des questions d'ordre plus général, notamment au sujet de la possibilité d'établir un programme échelonné sur un certain nombre d'années et prévoyant l'implantation de plus de deux usines sidérurgiques dans la sous-région. Quelques représentants ont estimé qu'il conviendrait d'entreprendre des études supplémentaires et qu'il faudrait que les experts se rendent en Mauritanie et en Guinée. Le représentant du Gabon, qui a participé à la Conférence à partir du 12 octobre, a fait un exposé sur les ressources minérales de son pays et sur les avantages que celui-ci offre pour la construction d'une aciérie; il s'est plaint que le Gabon n'ait été invité à participer à la Conférence qu'à titre d'observateur. Le secrétariat a précisé à ce sujet que cette décision était conforme à une résolution adoptée par la CEA à sa sixième session, aux termes de laquelle le Gabon faisait dorénavant partie de la sous-région de l'Afrique du centre.

11. On a également fait valoir qu'il conviendrait de créer un organisme qui serait chargé d'assurer la coordination des usines sidérurgiques sous-regionales et la commercialisation des produits sidérurgiques au mieux des intérêts de l'ensemble de la sous-région.

12. Les principales autres opinions exprimées sont les suivantes :

- a) Certains participants ont estimé que la Conférence avait pour mandat d'adopter ou de rejeter les recommandations des experts relatives à l'emplacement de l'usine de la côte et de l'usine de l'intérieur, mais qu'elle n'était pas habilitée à examiner d'autres solutions.
- b) D'autres ont estimé qu'il conviendrait d'approuver le choix du site de l'usine de l'intérieur et de tenir compte du projet de la Nigeria, à condition que le Gouvernement nigérien soit disposé à revoir la capacité de production et l'emplacement de l'usine projetée; en revanche, le site de l'usine de la côte ne devrait être choisi que sous réserve d'études supplémentaires.

c) D'autres encore ont pensé que les pays de la sous-région devraient se répartir en trois groupements fondés sur la situation géographique, les possibilités du marché et les ressources naturelles, en vue de négocier l'implantation d'une usine sur le territoire de chacun de ces groupements, ce qui faciliterait l'harmonisation de l'industrie sidérurgique en Afrique de l'ouest.

d) D'autres enfin ont été d'avis qu'aucune décision engageant les pays participants ne devrait être prise tant que les études nécessaires dans toute la sous-région ne seraient pas achevées.

13. Pour concilier ces divers points de vue, les chefs de délégation, à qui s'était joint le représentant de la Guinée arrivé le 10 octobre, se sont réunis en séance privée. Au cours des débats, les représentants de la Guinée et de la Mauritanie ont insisté pour qu'on étudie les conditions existant dans leurs pays respectifs avant qu'on arrête l'emplacement des usines. Le représentant de la Guinée a fait un exposé sur les ressources minérales de son pays et annoncé que son Gouvernement envisageait la création d'une usine sidérurgique. Les représentants de la Guinée et de la Mauritanie ont ensuite déclaré qu'ils s'abstiendraient de participer au vote. Un comité de 5 membres a été nommé par les chefs de délégation; il était composé des représentants du Ghana, du Libéria, de la Mauritanie, du Mali et de la Nigéria. Ce comité a présenté un projet de résolution aux chefs de délégation qui l'ont examiné, révisé, puis adopté. Le texte de la résolution est le suivant :

La Conférence sur la coordination industrielle en Afrique de l'ouest,

Rappelant les diverses décisions prises par les pays de l'Afrique de l'ouest en vue d'établir une coordination industrielle dans leur sous-région lors des conférences de Niamey en juillet 1962 et décembre 1963, de Monrovia en octobre 1963 et de Lagos en novembre 1963,

Rappelant en outre que la Conférence de Monrovia avait recommandé, en principe, la création d'une usine sidérurgique sur la côte de l'Afrique de l'ouest et d'une usine complémentaire de moindre importance à l'intérieur, bien que certains des Etats invités à cette Conférence n'y aient pas participé,

Rappelant enfin les décisions et les recommandations de la CEA à sa sixième session tenue à Addis-Abéba en février 1964,

Considérant que la coordination des programmes de développement économique offre le meilleur moyen d'accélérer le développement industriel de la sous-région de l'Afrique de l'ouest en vue d'élever le niveau de vie des populations intéressées,

Ayant examiné le rapport préparé par les experts de la CEA sur le choix d'un site pour chaque usine sidérurgique à construire dans la sous-région,

1. Reconnaît la nécessité de créer une usine sidérurgique à l'intérieur. Pour la construction de cette usine, la Conférence approuve le choix de Gouina (Mali) et demande que toutes les dispositions nécessaires soient prises en vue de l'installation, dans le plus bref délai possible, d'usines-relais, sous réserve que cette installation soit possible sur le plan technique et économique,

2. Approuve le site de Lower-Buchanan recommandé par les experts comme présentant les conditions les plus favorables, eu égard à la production prévue pour l'usine de la Nigéria, à la demande probable d'acier en Afrique de l'ouest et sous réserve des conclusions des études à entreprendre dans d'autres pays de la côte,

3. Pose le principe selon lequel les produits manufacturés de chaque usine sidérurgique de la sous-région doivent circuler dans toute l'Afrique de l'ouest dans des conditions leur permettant de soutenir la concurrence, et le principe selon lequel ces usines s'engagent à satisfaire la demande de l'Afrique de l'ouest,

4. Demande à la CEA de charger des experts d'effectuer des études techniques et économiques en vue de déterminer s'il existe dans d'autres pays de la côte des emplacements offrant des avantages comparables pour la création éventuelle d'une usine sidérurgique,

5. Prie le Secrétaire exécutif d'engager des négociations avec les gouvernements intéressés et de prendre toutes les dispositions nécessaires en vue du financement de ces projets et de la création d'un organisme chargé de l'exécution desdits projets.

b) Industrie mécanique

14. M. de Bernis a présenté son rapport sur l'industrie mécanique. Au cours des débats qui ont suivi, les représentants se sont accordés à reconnaître qu'il était difficile d'examiner une industrie aux caractères aussi divers, alors qu'on ne possédait aucun renseignement sur la situation actuelle et qu'aucune proposition concrète d'action future n'avait été présentée.

Par conséquent, on a estimé que la CEA devrait :

- a) Dresser l'inventaire des usines de construction mécanique existant dans la sous-région de l'Afrique de l'ouest;
- b) Présenter, sur la base des renseignements ainsi recueillis, des recommandations concrètes pour la création d'usines sous-régionales et nationales correspondant à différents secteurs de l'industrie mécanique.

Le Secrétaire exécutif de la CEA a fait observer que les dépenses entraînées par l'importation de produits de l'industrie mécanique légère et d'articles en métal étaient considérables et que chaque pays pourrait, dès maintenant, commencer à remplacer les importations dans certains secteurs de l'industrie mécanique, notamment pour ce qui est des éléments de construction métallique, des machines, de l'appareillage électrique et du matériel de transport. La CEA est disposée à aider les pays, qui en feraient la demande, à obtenir une assistance technique.

Produits chimiques et engrais

15. Le secrétariat de la CEA et le représentant de la FAO ont présenté leurs rapports respectifs. Dans le sien, le secrétariat souligne la nécessité d'augmenter la consommation et la production d'engrais dans la sous-région, citant à ce propos les études de la FAO consacrées au problème des produits alimentaires en Afrique de l'ouest. D'après la FAO, le niveau actuel de la production de l'industrie des produits alimentaires devrait, d'ici 1984, augmenter de plus de 55 pour 100. Se fondant sur les renseignements qu'il possède au sujet des ressources en matières premières, des services d'intérêt public, de la main-d'oeuvre, des débouchés possibles, du coût de production et du coût des transports, le secrétariat de la CEA a recommandé la création des usines suivantes :

- a) Une usine de superphosphate triple granulé au Sénégal et deux usines de superphosphate simple granulé pour desservir la sous-région, l'une en Côte-d'Ivoire et l'autre au Togo. Il ressort de l'étude présentée par le secrétariat que le superphosphate simple serait meilleur marché à produire que le superphosphate triple, malgré sa faible concentration et son coût élevé de transport, et procurerait le soufre que réclament certains sols de l'Afrique de l'ouest.
- b) Un complexe d'azote en Nigéria, fondé sur l'utilisation des gaz naturels.
- c) Un complexe de soude caustique et de chlore au Ghana. Des données que l'on possède, il ressort que la soude caustique produite par cette usine pourrait être facilement écoulee sur le marché de la sous-région. Cependant, on a fait observer que du point de vue économique, les possibilités de réalisation de l'usine proposée dépendaient des possibilités d'écoulement sur le marché sous-régional du chlore produit sous forme de DDT, de BHC, de chlorure de polyvinyle, de chlorure de chaux et de solvants à base de chlore pour le traitement de l'eau, la fabrication de la pâte de bois et du papier, des textiles, etc.

... ..

d) Une usine de carbure de calcium au Ghana ou en Nigéria.

L'existence de plusieurs usines d'acétylène fondées sur l'utilisation du carbure de calcium pourrait justifier la production de carbure à partir de la pierre à chaux et d'énergie électrique à bon marché. Cependant, il conviendrait de vérifier si l'exploitation des gisements de pierre à chaux existants serait rentable et si la qualité de ces gisements est suffisante et de faire une étude plus poussée du marché avant de prendre une décision définitive.

e) Une usine de sulfate d'aluminium. Cette usine pourrait être créée dans un des pays qui possèdent des gisements de bauxite et des usines d'acide sulfurique. Il faudrait cependant faire une étude du marché.

16. L'expert de la FAO a souligné que la fertilité et la productivité des sols africains étaient faibles; toutefois, en utilisant des engrais en grande quantité et en améliorant les techniques de la production, on arriverait à quintupler le rendement. Dans les zones forestières, la productivité pourrait être augmentée considérablement par l'utilisation d'engrais azotés et dans les zones de savanes, elle pourrait l'être par l'emploi d'engrais phosphatés. Cependant, on pourrait obtenir des résultats encore meilleurs en utilisant des engrais à base, suivant le cas, d'azote, de phosphate ou de potasse. L'expert de la FAO a fourni des statistiques sur la consommation d'engrais en Afrique de l'ouest de 1956 à 1961 et de 1961 à 1964 et il a donné connaissance des projections pour 1970. Si la consommation est restée stationnaire de 1956 à 1961, elle a, par contre, doublé de 1961 à 1964; d'ici 1970, on prévoit qu'elle sera sept fois plus élevée qu'en 1964. La CEA a recommandé à la Conférence de tabler sur les estimations de la FAO pour 1970. La moitié des besoins en engrais phosphatés pourrait être couverte par une production de superphosphate triple.

17. Les représentants ont été unanimes à reconnaître le rôle croissant des engrais en Afrique de l'ouest. Les recommandations du secrétariat relatives à la création d'usines d'engrais et de produits chimiques de base ont été notées et acceptées en principe. Cependant, certains représentants ont souligné que l'étude n'avait pas observé complètement tous les pays de la sous-région et que, par conséquent, elle ne traitait pas de toutes les matières premières existantes. C'est le cas, notamment pour les gisements de phosphate et de sel gemme en Mauritanie, le sel et les ressources énergétiques au Togo, les gisements de phosphate et de sel gemme au Mali, les ressources énergétiques pour la production d'engrais en Guinée, ainsi que les possibilités de production d'engrais à partir des sous-produits du raffinage du pétrole et de l'industrie sidérurgique au Libéria. On a souligné que le coût extrêmement élevé du transport des engrais vers les pays de l'intérieur à vocation surtout agricole freine considérablement l'utilisation généralisée d'engrais dans la sous-région. La Conférence a chargé le Comité de rédaction de préparer un projet de résolution qui indiquerait les mesures à prendre. Le texte adopté est le suivant :

La Conférence sur la coordination industrielle en Afrique de l'ouest,

Ayant noté les estimations de la consommation future d'engrais en Afrique de l'ouest et ayant également noté que la consommation d'engrais y est moins élevée que dans le reste du continent,

Reconnaissant que la production d'engrais doit être le premier pas vers la création d'une industrie des produits chimiques de base mais qu'il existe aussi d'autres possibilités de création immédiate d'une industrie des produits chimiques de base en Afrique de l'ouest,

Considérant que, d'après le rapport des experts, la création d'un certain nombre d'usines de produits chimiques et d'engrais est, à première vue, possible dans un proche avenir, à condition que la création de ces usines s'inscrive dans le cadre d'un vaste programme de coopération sous-régionale,

Tenant compte cependant du fait que dans leurs études les experts n'ont pas pu examiner d'une manière approfondie les possibilités de débouchés pour la production de soude caustique et de chlore, de carbure de calcium et de sulfate d'aluminium,

Tenant compte également du fait que, dans leurs études, les experts n'ont pas étudié la totalité des ressources potentielles utilisables par une industrie de produits chimiques en Afrique de l'ouest,

Recommande que les pays dans lesquels il serait, à première vue, possible de produire des engrais, notamment le Sénégal et le Togo, prennent les dispositions nécessaires en vue de la préparation d'études de préinvestissement, que ce soit avec l'aide du Fonds spécial des Nations Unies ou par d'autres moyens, selon les circonstances,

Invite le Secrétaire exécutif à aider les gouvernements qui en feraient la demande à mener à bien ces études de préinvestissement,

Invite en outre, le Secrétaire exécutif à prendre les dispositions nécessaires pour que soient évaluées les ressources utilisables pour la production de produits chimiques dans les pays n'ayant pas encore fait l'objet d'une étude, notamment la Mauritanie, le Mali et la Guinée, en vue de la création d'une industrie de produits chimiques de base et engrais dans ces pays.

ANNEXE I

LISTE DES PARTICIPANTS

ETATS MEMBRES

DAHOMÉY

M. OLORY-TOGBE

Directeur du Département des mines
et de la géologie,
Cotonou

M. P.A. PETERS

Directeur du Département des affaires
économiques au Ministère des Affaires
étrangères,
Cotonou

M. LOKO

Directeur du Département de l'industrie,
Cotonou

GABON

M. François NGUEMA NDONG

Directeur du Département des mines,
Libreville

GHANA

Mr. K.K. ANTI

Ministry of Industries
Accra

GUINÉE

M. SOW MAMADOU

Directeur du Plan
Conakry

M. Ibrahima SOUMAN

Ingénieur au Ministère du développement
économique,
Conakry

M. Damou SAKHO

Attaché de cabinet au Ministère du
développement économique
Conakry

M. Ohmar Dinn CAMARA

Secrétaire d'Etat à l'habitat
Conakry

HAUTE-VOLTA

M. COULIBALY

Attaché commercial
Bamako

M. M. SUISSE

Conseiller au Ministère du commerce
et de l'industrie
Ouagadougou

M. LEROY

Conseiller en planification
Ouagadougou

LIBERIA

Mr. Cyril BRIGHT

Deputy Director-General of National
Planning
Office of National Planning
Monrovia

Mr. A.M. MASSAQUOI

Director of Natural Resources and
Surveys
Monrovia

Mr. Joseph G. RICHARDS

Deputy Director, Bureau of Natural
Resources and Surveys
Monrovia

Mr. Nathaniel E. MARSH

Legal Adviser
Department of Commerce
Monrovia

Conseillers accompagnant la
délégation du Libéria

M. H. KLINAR

Conseiller technique auprès du
Conseil d'administration
Vereinigte Österreichische Eisen-und
Stahlwerke
Vienne

M. PRESCHERN

Economiste
Linz

MALI

M. Mamadou AW

Ministre des travaux publics, des
communications et de l'énergie
Bamako

M. Djim SYLLA

Directeur de cabinet au Ministère du plan
Bamako

MALI

M. M. DIALLO
Directeur général du Département
de l'énergie
Bamako

M. L. KEITA
Directeur du Département de
l'hydraulique et de l'électricité
Bamako

M. B. TOURE
Directeur général de la SONAREM
Bamako

M. C. SAMAKE
Directeur du plan
Bamako

M. Y. DIAKITE
Conseiller technique à la Présidence
Bamako

M. S. SANGARE
Conseiller technique à la Présidence
Bamako

M. H. BAZIN
Conseiller technique
Ministère de la coopération économique
Bamako

M. A. KEITA
Ministère des Affaires étrangères,
Division économique
Bamako

M. COULIBALY
Conseiller technique au Ministère des
finances
Bamako

M. A. KASSOGUE
Adjoint au directeur du Département
des affaires industrielles
Bamako

MAURITANIE

M. MKHAITIRAT
Directeur du Département des
affaires économiques
Mauritanie

M. I. KANE
Directeur de cabinet MAE
Mauritanie

NIGER

M. COURMO
Ministre des finances
Niamey

M. MOUSSA
Chef de service BARN
Niamey

M. Bernard BAZABAS
Conseiller technique au Ministère
des travaux publics
Niamey

M. HIRSCH
Conseiller technique
Niamey

M. GUILLARD
Directeur du Département du développement
Banque de développement
Niamey

M. OLIVET
Expert en industrie et artisanat
Niamey

NIGERIA

Mr. Zanna Bukar DIPCHARIMA
Federal Minister of Commerce
and Industry
Lagos

Mr. Mallama DAMCIDA
Deputy Secretary of Industry
Lagos

Mr. John B. JEFFREY-COKER
Cabinet Office
Lagos

Mr. Edwin O. OBAYAN
Head of Economic Division
Ministry of Economic Development
Lagos

Mr. C. EZEJI-OKOYE
Principal Industrial Officer
Lagos

Mr. Francis M.C. OBI
Senior Assistant Secretary
Ministry of Finance
Lagos

NIGERIA

Mr. B.O. AWOKOYA
Ministry of External Affairs
Lagos

Mr. Babajimi Akintunde THOMAS
Ministry of Commerce and Industry
Lagos

Mr. M. YOLA
Information Officer
Ministry of External Affairs
Lagos

SENEGAL

M. Moustapha SECK
Ministre de l'énergie et de
l'hydraulique
Dakar

M. Louis DUPUY
Directeur du Service de l'énergie
Dakar

M. DIA Ossaynou
Directeur du Service des mines
et de la géologie
Dakar

TOGO

M. ADOSSAIA
Ministre de l'éducation
Lomé

M. Prosper PLACKTOR
Directeur de cabinet au Ministère
du commerce et de l'industrie
Lomé

M. MANKOUBI
Administrateur civil au Plan
Lomé

M. ROY
Direction du Plan
Lomé

OBSERVATEURS - ETATS MEMBRES ET MEMBRES ASSOCIES DE LA CEA

FRANCE

M. COLOMBANI
Ministère des Affaires étrangères
France

M. Jean-Pierre DURAND
Inspecteur de l'industrie
Ministère de la coopération
France

FRANCE

M. PUJOL
Conseiller financier pour l'Afrique
Ministère des finances
France

MAROC

M. AHMED DAOUDI
Chancelier à l'Ambassade du Maroc
Bamako

REPUBLIQUE ARABE UNIE

M. NABIL SALEM
Ambassade de la RAU au Mali
Bamako

ROYAUME-UNI

Mr. J.P. WATERFIELD
Ambassador to Mali
Bamako

Mr. R. Burges WATSON
First Secretary of the British Embassy
Bamako

INSTITUTIONS SPECIALISEES

OIT

M. Sankara NARAYANAN
Centre d'action de l'OIT en Afrique
de l'ouest
Lagos
Nigéria

FAO

M. F.W. HAUCK
Ingénieur agronome
FAO

AUTRES GROUPEMENTS

ICI

Mr. A.R. KEMBLE
Manager, ICI (Export), Ltd.
Apapa
Nigéria

ISEA

M. BOUC
Directeur de l'Institut des sciences
économiques appliquées
Dakar

INSTITUT DE VIENNE POUR
LE DEVELOPPEMENT ET LA
COOPERATION

M. K.R. STADLER
Directeur
Vienne

OBSERVATEURS - ETATS NON-MEMBRES DE LA CEA

AUTRICHE

M. FREISSMUTH
Attaché commercial et
Consul d'Autriche
Dakar
Sénégal

BULGARIE

M. Athanas KALINIKOV
Chargé d'affaires de Bulgarie
Bamako

ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Mr. Arthur STILLMAN
Deuxième Secrétaire à l'Ambassade
des Etats-Unis
Addis-Abéba
Ethiopie

INDE

M. J.C. KAKAR
Ambassadeur de l'Inde au Mali
(Résident à Accra, Ghana)

ISRAEL

M. Joseph TARSI
Ambassadeur d'Israël au Mali
Bamako

M. Shlomo KATZ
Secrétaire à l'Ambassade
d'Israël au Mali
Bamako

JAPON

M. Tadashi YASUKAWA
Conseiller à la Japan Iron and Steel
Federation
Tokyo

POLOGNE

M. Stefan HATT
Directeur de département à la
Commission de la planification
économique à Varsovie
Accra
Ghana

M. TRYUK
Attaché commercial à l'Ambassade
de Pologne au Mali
Bamako

REPUBLIQUE FEDERALE
D'ALLEMAGNE

M. A. SCHLEGEL
Ambassadeur de la République fédérale
d'Allemagne au Mali
Bamako

M. ROSENGARTEN
Ministère des Affaires étrangères
Bonn

SUEDE

M. K. SANDBERG
Firme ASEA
Suède

TCHECOSLOVAQUIE

M. Jiri FILIP
Conseiller commercial à
l'Ambassade de Tchécoslovaquie
Bamako

URSS

M. JALNINE
Economiste

M. DANILOW
Diplomate

M. WOLOSSATOW
Ingénieur

SECRETARIAT

M. R.K.A. GARDINER
Secrétaire exécutif de la Commission
économique pour l'Afrique

M. B. NOMVETE
Secrétaire de la Conférence

ANNEXE II

ORDRE DU JOUR

1. Allocution d'ouverture.
2. Election du bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux de la Conférence.

PREMIERE PARTIE

DEVELOPPEMENT INDUSTRIEL COORDONNE EN AFRIQUE DE L'OUEST

4. Examen des études et rapports industriels :
 - a) Sidérurgie et industrie mécanique, suggestions pour l'action future et conclusions.
 - b) Industrie des produits chimiques et des engrais, suggestions pour l'action future et conclusions.
 - c) Industrie textile, suggestions pour l'action future et conclusions.
 - d) Industrie du ciment, suggestions pour l'action future et conclusions.
 - e) Industries alimentaires, suggestions pour l'action future et conclusions.

PARTIE II

5. Questions diverses.
6. Adoption du rapport de la Conférence à la CEA, à sa septième session.

258/1/1000
OF/1000/1000
11/10/10

11/10/10

11/10/10

11/10/10

11/10/10

11/10/10

11/10/10

11/10/10

11/10/10

11/10/10

11/10/10

11/10/10

11/10/10

11/10/10

11/10/10

11/10/10

11/10/10

ANNEXE III

ALLOCUTION DE MONSIEUR JEAN-MARIE KONE, MINISTRE D'ETAT, PRESIDENT PAR INTERIM
DE LA REPUBLIQUE DU MALI

La Commission économique pour l'Afrique tient aujourd'hui dans notre capitale cette importante conférence qui porte sur la coordination industrielle en Afrique de l'ouest.

A cette occasion, qu'il me soit permis, au nom du Président Modibo Keita, Chef de l'Etat, d'apporter aux délégations des Etats représentés dans cette enceinte, le salut fraternel du peuple de la République du Mali, de son Parti, l'Union soudanaise R.D.A., et de son Gouvernement.

C'est, en effet, pour nous une source de légitime fierté que d'accueillir sur le sol de notre patrie les authentiques représentants de cette Afrique plus que jamais engagée dans la voie de son édification économique et sociale, dans l'harmonie et la concorde.

La Commission économique pour l'Afrique se trouve, une fois de plus, présente comme elle l'a été chaque fois qu'il s'est agi de cette noble entreprise.

En effet, depuis sa création, cette institution des Nations Unies n'a pas ménagé ses efforts pour l'accélération du processus d'émancipation de notre continent.

La plupart des programmes élaborés par elle, que ce soit dans le domaine économique ou social, sont d'ores et déjà entrés dans la phase de réalisation.

La rencontre d'aujourd'hui constitue une manifestation de plus de cette volonté qui anime la CEA, et à travers elle l'Organisation des Nations Unies tout entière, d'oeuvrer pour le progrès de l'homme africain.

La conférence de Bamako s'inscrit dans les perspectives de l'Organisation de l'unité africaine puisqu'elle se donne pour tâche la recherche par les Africains des voies et moyens destinés à promouvoir le développement industriel coordonné de toute cette partie occidentale de notre continent.

Je voudrais, en cette circonstance, exprimer ici, toute la satisfaction de mon Gouvernement au Secrétaire exécutif, Monsieur Robert Gardiner, pour l'oeuvre immense déjà accomplie dans cette voie par la Commission sous sa direction éclairée.

Messieurs les Ministres, les perspectives de développement d'une économie qui soit à la dimension de tout un continent ou de certaines parties de ce continent ne constituent plus une simple vue de l'esprit. Elles sont une nécessité de notre époque. En effet, si l'unité africaine peut sembler se prévaloir actuellement des seules préoccupations politiques, sa nécessité se fera désormais sentir, chaque fois que nos Etats se trouveront confrontés avec les impératifs qu'imposent de nos jours, le jeu des forces économiques dans le monde.

L'intégration des économies nationales sur des espaces comme celui qui se trouve matérialisé, ici même, par votre présence, et, à plus longue échéance, l'intégration de l'économie continentale dans son ensemble, sont plus qu'une urgence de l'heure. Elles constituent une exigence des temps modernes.

L'exemple de certains pays d'Europe est, à ce titre, significatif. Des Etats, bien que prospères, ont dû, en raison des petits espaces économiques qu'ils constituaient individuellement, fusionner en groupements plus vastes pour faire face aux difficultés qu'ils rencontraient chaque jour à soutenir la concurrence des géants de ce monde.

De la même manière, les forces d'une économie dimensionnelle s'imposeront à l'Afrique si elle veut trouver la puissance nécessaire pour occuper la place qui lui revient dans le concert des nations.

Maintes raisons d'ordre économique qu'il n'est point besoin d'évoquer devant cette auguste et compétente assemblée font que le départ de toute entreprise de développement régional, requiert la coopération et l'harmonisation des programmes au niveau d'un même espace économique.

La conférence qui s'ouvre donc aujourd'hui tout comme les rencontres qui l'on précédée à Monrovia, à Lagos, ainsi qu'à Addis-Abéba, s'avère comme une logique de notre temps.

Je ne doute pas que les motifs qui vous ont valu d'être présents au rendez-vous de Bamako ont été inspirés par le noble dessein de bâtir une Afrique unie, dans la concorde et dans la paix.

Je souhaite donc bon succès à vos travaux que le peuple du Mali, son Parti et son Gouvernement suivront avec toute la sollicitude qu'ils méritent, persuadés que nous sommes de ce que les résultats qui vont en découler constitueront le grand espoir de millions de nos frères engagés comme nous, dans la difficile bataille du progrès.

En leurs noms, je vous adresse mes voeux de plein succès.

ANNEXE IV

ALLOCUTION DE M. CYRIL BRIGHT
CHEF DE LA DELEGATION DU LIBERIA

C'est un grand honneur pour nous d'être reçus dans cette ancienne cité de Bamako par M. Jean-Marie Kené, Vice-Président de la République, au nom de M. Modibo Keita, du Gouvernement et du peuple de la République du Mali.

Il est de bon augure que la présente Conférence qui a pour objet l'expansion du commerce et le développement économique de l'Afrique de l'ouest par la coordination et l'unité d'action se tienne ici à Bamako et bénéficie de la sanction du Président et du peuple du Mali. Nous savons que, durant les derniers siècles, l'histoire de l'Afrique a été jalonnée par les remarquables réalisations du peuple malien qui n'a reculé devant aucun effort pour garder ouvertes les voies commerciales transsahariennes, qui devaient remplir un rôle si important dans l'accroissement des échanges et le développement de cette partie de l'Afrique qui est maintenant devenue notre sous-région. Nous n'oublions pas les efforts employés par le Président Modibo Keita pour maintenir l'unité de l'Afrique et préserver la paix, conditions essentielles de toute coopération économique entre nos pays.

Au nom de tous les participants à la présente Conférence, je désire remercier le Président, le Gouvernement et le peuple du Mali de l'accueil chaleureux qu'ils nous ont réservé et de l'organisation remarquable de la Conférence, car ils n'ont reculé devant aucun effort pour rendre notre séjour à Bamako aussi agréable que possible. Nous leur en sommes vraiment très reconnaissants. Quant aux paroles de sagesse que M. Kené nous a adressées ce matin, puissent-elles nous guider tout au long de nos débats et nous aider à réaliser à la présente Conférence tout ce qu'attendent de nous ceux que nous représentons, et que nous jugeons essentiel au développement industriel de notre sous-région.

Vive la coordination industrielle en Afrique ! Vivent l'unité et la solidarité de l'Afrique !

ANNEXE V

ALLOCUTION DE M. COURMO, REPRESENTANT DU NIGER

Je dois l'honneur de prendre la parole maintenant à la charge que vous avez bien voulu donner au Niger à la fin de la troisième Conférence sur l'harmonisation des programmes de développement industriel tenue à Lagos en décembre 1963, d'assurer la co-responsabilité de la conférence qui fut prévue et s'ouvre aujourd'hui à Bamako.

Je veux d'abord dire au nom de mon pays notre reconnaissance sincère à la République du Mali et à son Gouvernement qui nous accueille dans un pays où nous sentons combien la volonté de tous les responsables et de tous les militants est tendue vers le développement économique accéléré en utilisant rationnellement toutes les ressources disponibles, en particulier dans le domaine industriel qui va nous retenir ces prochains jours.

Je veux aussi dire au Secrétaire exécutif de la CEA que c'est avec une profonde satisfaction que mon Gouvernement, et très spécialement le Président, a travaillé avec lui pour l'organisation de cette conférence. Certes, nous nous sentions investis d'une véritable responsabilité à l'égard de tous les pays frères de l'Ouest africain et nous nous sommes crus à plusieurs reprises dans l'obligation de dire comment nous pensions nécessaire d'organiser les choses.

Nous comprenons certes qu'une conférence organisée sous l'égide officielle des Nations Unies ne peut plus recourir aux méthodes de travail dénuées de tout formalisme que nous avons utilisées à Niamey et à Lagos, et il faut comprendre que nous ayons pu parfois être un peu désorientés. Attachant de l'importance à ce que cette conférence réussisse, nous avons été émus en particulier de constater que les rapports ne nous étaient pas parvenus avant notre réunion de Bamako. Avec une grande franchise et parfois un peu de vigueur nous avons fait part de nos craintes. Que M. Gardiner veuille bien croire que ce fut toujours dans le souci d'être fidèle à nos responsabilités et pour une plus grande efficacité. Je dois à la vérité de dire que,

chaque fois, nous avons trouvé auprès des responsables de la CEA et tout spécialement de son Secrétaire exécutif les apaisements et les décisions positives nécessaires. En ce qui nous concerne, en tout cas, nous avons déjà oublié les difficultés et ne pensons plus qu'aux résultats.

Ces résultats, chacun peut en juger, sont encourageants. Malgré les difficultés des liaisons postales, nous sommes, maintenant, en possession de rapports sérieux et approfondis ainsi qu'il était nécessaire. Je voudrais en souligner trois aspects qui me font, pour ma part, bien augurer de la Conférence qui s'ouvre :

1) Chacun sait que, parallèlement au groupe de travail qui avait été mis en place par la Conférence sur l'harmonisation des programmes de développement industriel, les experts appelés par la CEA avaient semblé un moment s'engager dans une voie différente. Nous avons, à Lagos, demandé à ces deux équipes de travailler en collaboration et d'arriver à un rapport commun. C'est chose faite. Je crois que nous devons nous féliciter tous de voir les rapports présentés ici sous la commune responsabilité des deux équipes. Cela renforce tout particulièrement la valeur de leurs efforts et des conclusions qu'ils nous proposent. Cela nous encourage aussi et prouve que des hommes de science préoccupés exclusivement de l'intérêt de l'Afrique ne peuvent pas ne pas se rencontrer. De ce point de vue, notre confiance en l'avenir de l'industrie en Afrique de l'ouest est renforcée.

J'ai particulièrement apprécié le document introductif intitulé "Développement industriel coordonné dans l'Afrique de l'Ouest : suggestions pour l'action future" qui est le fruit d'une réunion commune tenue à Genève. Nous aurons à étudier et discuter ce texte qui pourrait être l'ébauche d'une véritable charte pour l'industrialisation de l'Afrique de l'ouest.

2) Nous sommes en présence de rapports intéressants de nombreuses industries, ce qui nous permet de discuter de manière plus sereine, permettez-moi de le dire, parce que cela doit être même dans une réunion de militants, de manière plus scientifique, de leur localisation. En effet, nous n'aurions pu aboutir à rien si nous avions pris les industries séparément car chacun ne peut envisager d'acheter à ses voisins que dans la mesure où chacun de ceux-ci est décidé à leur acheter. Nous voyons se dessiner une véritable structure intégrée de l'industrie ouest-africaine. Bien entendu, c'est à nous, ici réunis, de choisir les localisations optimales. Je sais que dans l'esprit de ses rédacteurs, et ce doit être dans le nôtre en le lisant, le communiqué de presse diffusé le 5 ne signifiait nullement que nous n'avions qu'à entériner des décisions prises par d'autres.

3) J'ai constaté aussi avec quel soin, ce souci de l'équilibre entre nos pays avait poussé les rédacteurs des divers rapports à rechercher constamment l'équilibre indispensable entre les pays de l'intérieur et les pays de la côte. Enfin nous voyons abandonné le vieux schéma de la période coloniale de comptoirs plus ou moins riches sur la côte, coexistants avec un hinterland stagnant dans l'économie de subsistance. L'industrie nous concerne tous. Nous avons tous des richesses à mettre en commun.

Nous souvenant de la première conférence de Niamey de juillet 1962 et de la première étude de la CEA sur l'industrialisation africaine de décembre 1962, nous mesurons aujourd'hui le chemin parcouru grâce à la persévérance de nos efforts communs. La Conférence de Bamako doit marquer une étape. Certes le temps des études n'est pas clos et nous aurons toujours des études nouvelles à faire. Mais, ainsi que nous l'avons demandé à Lagos, cette fois-ci, des décisions peuvent être prises sur des localisations de principe. Nous devons les prendre et passer ainsi au stade de la pré-réalisation. Les problèmes d'avant-projet, d'engineering, de financement doivent nous préoccuper déjà pour plusieurs projets en même temps que nous entreprendrons des études nouvelles afin d'aller toujours de l'avant et toujours plus vite. Nous

aurons aussi probablement à décider la meilleure manière d'organiser nos décisions et nos travaux ultérieurs, les occasions de coopération ne cessant de devenir plus nombreuses. Les décisions concrètes et positives que nous prendrons ces jours-ci témoigneront aux yeux du monde entier que l'Afrique de l'ouest fait ses premiers pas dans la voie de l'industrialisation avec réalisme et détermination, et avec une immense foi dans son avenir.

ANNEXE VI

ALLOCUTION DE M. R.K.A. GARDINER

La Conférence qui vient de s'ouvrir est l'aboutissement d'une série d'études et de réunions qui, depuis plus de trois ans, ont été entreprises ou organisées sur le développement industriel de l'Afrique. Le moment est maintenant venu où, pour certains projets industriels, des décisions peuvent et même doivent être prises si le développement industriel sous-régional accéléré doit devenir une réalité.

Il convient de rappeler que, depuis plusieurs années déjà, la Commission économique pour l'Afrique étudie les possibilités ouvertes à la création d'un marché commun africain. La Conférence de Casablanca avait recommandé l'établissement simultané d'un marché commun et d'une union des paiements, et les Conférences de Monrovia et de Lagos, qui préludèrent à la création de l'Organisation de l'Unité Africaine, avaient opté elles aussi, pour l'installation d'une coopération sur les plans industriel, monétaire et commercial, entre pays africains. Par ailleurs, le programme de l'OAMCE, repris maintenant par l'UAMCE, visait à encourager une coopération semblable entre certains pays africains d'expression française. Lors d'une conférence intergouvernementale réunie récemment à Monrovia, il a été décidé de créer une zone de libre échange entre les pays participants. Toutes ces décisions et recommandations montrent que les gouvernements africains se rendent parfaitement compte que l'accélération du développement économique de leurs pays respectifs est subordonnée à la création de groupements plus larges. L'ordre du jour de la présente conférence est articulé sur la coopération entre tous les pays de la sous-région de l'Afrique de l'ouest. A ce propos, il convient de rappeler que c'est au Gouvernement du Niger que nous devons l'organisation de la première Conférence sur l'harmonisation du développement industriel en Afrique de l'ouest.

Toutes les études entreprises ont été fondées sur les principes directeurs suivants :

- a) Réaliser des économies de dimension là où elles revêtent une importance vitale, en proposant la création de quelques établissements industriels desservant tous les marchés de la sous-région.

Dans les pays de l'Afrique de l'ouest, c'est l'exiguité du marché qui constitue l'un des obstacles principaux à la création d'industries manufacturières. Les marchés nationaux sont trop restreints pour justifier des investissements considérables dans l'industrie. A cette exiguité des marchés, il faut ajouter les fluctuations des recettes d'exportation et la médiocrité du revenu par habitant. Au stade actuel du développement économique de l'Afrique de l'ouest, la collaboration offre de larges possibilités de réaliser des économies, internes dans le cas des usines isolées ou des complexes industriels, externes dans le cas des relations entre industries.

- b) Assurer l'harmonie du développement entre les pays maritimes et pays de l'intérieur, ainsi, d'ailleurs, qu'entre les pays de la sous-région. Cette harmonie implique une coopération pour la planification des investissements, et une répartition équitable des projets industriels et des possibilités d'emploi.
- c) Encourager la mise en oeuvre des projets concernant la création d'industries petites ou moyennes.

Permettez-moi d'aborder en premier lieu la question de l'industrie sidérurgique.

Les études établies par les experts en prévision de cette conférence proposent la création de deux usines sous-régionales, l'une sur la côte, l'autre à l'intérieur. Pour l'usine sidérurgique intégrée, les consultants recommandent un emplacement proche de Monrovia, comme étant le plus avantageux pour la sous-région considérée dans son ensemble. Pour l'usine à construire à l'intérieur, ils recommandent un emplacement au Mali, près de Gouina. Les consultants ont été invités à assister

à la présente Conférence pour contribuer à l'examen des aspects techniques de leurs recommandations. Ils prêteront certainement leur concours pour la détermination des relations entre ces projets d'usines sous-régionales et les entreprises nationales. Ni la Commission économique pour l'Afrique, ni la présente Conférence ne peuvent empêcher un Etat souverain, membre de la CEA, d'élaborer ou d'exécuter un projet. Il s'agit donc de concilier et d'harmoniser les projets élaborés par certains pays ou groupes de pays. Pour la détermination des relations entre les diverses usines sidérurgiques, qu'elles soient sous-régionales ou nationales, il faut donc de la clairvoyance et de la sagesse politique.

Dans leurs études, les experts ont mentionné l'existence de gisements de minerais riches et abondants, d'installations d'extraction et de moyens de transport permettant de les acheminer vers les autres pays d'Afrique de l'ouest; à cet égard, on pense surtout à la Mauritanie et à la Guinée.

Si ces pays n'envisagent pas de créer une industrie sidérurgique nationale alimentée par leur minerai, il est certain que, parallèlement à l'augmentation de la consommation d'acier dans la sous-région, ces gisements deviendront la source d'approvisionnement d'une usine sidérurgique intégrée. En attendant, on devrait former la main-d'oeuvre nécessaire en commençant par installer des laminoirs pour la production de barres et de ronds, production qui serait fondée au début sur l'importation de billettes, et plus tard sur la production des usines intégrées. On entreprendrait ensuite d'élaborer de la fonte et de l'acier, mais, pour atteindre plus rapidement ce stade, on pourrait considérer, comme on le fait pour l'usine sidérurgique de l'intérieur, (Mali). la possibilité de recourir à un procédé de réduction directe, comme le procédé électrique, lequel se révèle rentable même avec un niveau de production relativement bas. Selon ce même principe de l'intégration différée, une autre possibilité, appelée à aboutir en définitive à l'élaboration de la fonte et de l'acier, serait de produire des tôles travaillées à froid avec des éléments laminés à chaud importés.

Si la présente Conférence parvient à mettre au point un programme pour l'installation d'une industrie sidérurgique en Afrique de l'ouest, on pourra, pour la préparation des plans des usines, obtenir une assistance technique soit du Fonds spécial des Nations Unies, soit d'une institution d'assistance bilatérale. Nous avons toutes raisons de croire qu'une industrie sidérurgique coordonnée, reposant sur un marché assuré, pourra attirer les fonds nécessaires.

Pour l'industrie des produits chimiques et des engrais, les économies de dimensions et d'emplacement sont essentielles. Les documents que vous avez entre les mains proposent de répartir comme suit les entreprises :

- a) Soude caustique et chlore au Ghana;
- b) Azote en Nigéria et au Ghana;
- c) Superphosphate triple au Sénégal;
- d) Superphosphate simple en Côte-d'Ivoire, au Mali et au Togo;
- e) Installations de mélange des engrais en Nigéria, en Côte-d'Ivoire et au Sénégal.

Ces recommandations représentent la première phase d'un programme tendant au développement de l'industrie des produits chimiques et des engrais en Afrique de l'ouest. Encore une fois, si la présente Conférence adopte un programme coordonné, on doit pouvoir obtenir une assistance technique pour la préparation d'études de pré-investissement et engager des négociations en vue de trouver les fonds nécessaires. Si certains pays membres ont des projets en matière de produits chimiques et d'engrais, qu'il s'agisse de projets déjà élaborés ou de projets en cours d'examen, ils pourront les soumettre au comité ou à la Commission que la présente Conférence pourrait décider de créer.

Quant au ciment, la consommation annuelle de la sous-région, dépasse maintenant un million de tonnes. Cependant, la production intérieure est encore très inférieure à la demande totale; en effet, la sous-région doit recourir à l'importation pour 75 pour 100 de sa consommation, ce qui entraîne une dépense annuelle en monnaies fortes dépassant 40 millions de dollars des Etats-Unis.

En outre, le prix du ciment importé est beaucoup plus élevé dans la sous-région que dans le pays d'origine; en général, la différence est telle que le ciment importé est deux fois plus cher en Afrique de l'ouest que dans le pays d'origine et, dans certains pays de l'intérieur, il est même cinq fois plus cher. Ce prix exagérément élevé doit être attribué surtout à l'insuffisance des moyens de transport. Les frais inévitables qu'implique l'acheminement sur de longues distances d'un produit aussi lourd justifieront, dans de nombreux cas, l'implantation d'une industrie purement nationale du ciment.

Il est évident que l'industrie du ciment peut se développer dans tout pays qui possède des gisements de pierre à chaux suffisants en quantité et en qualité; il n'en est cependant pas moins vrai que la réussite d'un projet peut dépendre du degré de coopération au niveau régional ou sous-régional. S'il est rationnel, c'est-à-dire que s'il est fait en fonction de la répartition géographique du futur marché et sans tenir compte des frontières, le choix de l'emplacement d'une cimenterie peut assurer de plus grands avantages économiques.

Des études plus approfondies seront nécessaires. Cependant, les experts qui, d'après les renseignements disponibles, ont évalué les perspectives de l'industrie du ciment dans la sous-région estiment que divers projets nationaux sont réalisables, notamment dans les pays suivants : Congo (Brazzaville) à Loutete; Cameroun, à Garua; Mali, à Bafoulabé; Guinée, à Boké. Par ailleurs, l'extension des usines existantes et la création de nouvelles usines pourraient aussi être entreprises simultanément au Sénégal et en Nigéria.

En outre, on pourrait également, grâce à une coopération sous-régionale, envisager la création d'une industrie du ciment dans les pays qui ne possèdent pas de ressources en matières premières. Des usines de broyage de clinker pourraient être construites dans un certain nombre de pays, le clinker nécessaire étant fourni par d'autres pays de la sous-région.

L'industrie textile se développe maintenant assez rapidement dans certains pays de l'Afrique de l'ouest, surtout en Nigéria et au Ghana, mais, en 1963, la production de la sous-région était encore si peu importante que plus de 80 pour 100 des besoins en produits textiles devaient être couverts par les importations et moins de 20 pour 100 par la production locale. Dans un ou deux pays, en Nigéria et peut-être au Sénégal, les importations ont probablement été réduites au point de ne plus couvrir qu'environ les deux tiers des besoins totaux; mais ailleurs, et en particulier dans les pays grands producteurs de coton comme le Tchad, la République centrafricaine et le Cameroun, et dans les pays plus petits producteurs de coton comme le Niger, la Côte-d'Ivoire, le Mali, la Haute-Volta et le Gabon, la production de l'industrie textile est négligeable et la presque totalité de la production de coton est exportée.

Des usines textiles et des manufactures de vêtements peuvent être installées facilement dans n'importe quel pays dont le marché est suffisamment vaste. La proximité des sources de matières premières est beaucoup moins importante pour l'industrie textile que pour les autres industries. Cependant, comme les pays de l'Afrique de l'ouest qui sont producteurs de coton sont relativement pauvres en autres ressources, il conviendrait d'y créer une industrie textile, ce qui, d'ailleurs, profiterait à l'ensemble de la sous-région; on pourrait en faire autant en Nigéria et au Ghana, où les marchés sont importants.

La tendance actuelle est de créer des usines intégrées de filage, de tissage et d'apprêt, d'une capacité annuelle de production de 10 à 15 millions de yards, ce qui implique un plan de grande envergure pour la formation d'une main-d'oeuvre qualifiée et une dépense d'équipement, par usine, de quelque 5 millions de dollars des Etats-Unis. Eu égard aux besoins de la sous-région, il faudrait une soixantaine de ces usines. La solution plus progressive faisant appel à l'intégration verticale à rebours est plus facile à appliquer. On pourrait commencer par fabriquer des vêtements à partir de tissus importés, puis entreprendre le tissage et la bonneterie à partir de filés importés, pour finir par le filage.

On pourrait accélérer l'industrialisation en créant de grandes filatures centrales dans les zones productrices de coton, en vue d'approvisionner les usines de tissage et de bonneterie.

Il n'est pas un pays de l'Afrique de l'ouest dont le marché ne puisse absorber la production d'une ou de plusieurs des nombreuses usines de vêtements, d'apprêts, de tissage et de bonneterie qu'il faudra construire, mais les pays producteurs de coton pourraient accélérer leur développement si les marchés des pays côtiers à population plus dense leur étaient ouverts. En outre, les problèmes associés à la formation du personnel et à la productivité seraient plus faciles à résoudre car, en général, ils sont moins aigus lorsque les marchés sont importants; en effet, les usines peuvent alors se spécialiser dans la production d'un nombre plus restreint de types de tissus.

Si on veut en même temps développer l'industrie textile locale et maintenir les niveaux d'exportation de coton brut, on devra peut-être augmenter la consommation de rayonne et de fibres synthétiques en raison, d'une part, de la préférence du consommateur pour ces articles, et, d'autre part, du fait que la qualité du coton indigène ne convient pas encore pour la manufacture de certains tissus fins de plus en plus demandés. Par conséquent, il convient de prendre les mesures nécessaires pour que l'augmentation de la demande de fibres synthétiques puisse également être couverte par la production locale et d'examiner la possibilité de créer une usine de fibranne fondée elle aussi sur la production locale.

De plus, de nombreuses industries, d'après les renseignements dont nous disposons déjà, pourraient être établies dans les pays de la sous-région. Comme dans les pays fortement industrialisés, ces industries fourniront l'essentiel de la production industrielle, susciteront le développement rapide des pays et assureront l'équilibre industriel dans toute la sous-région. Quelles sont donc ces industries ?

Dans presque chaque pays, on pourrait fabriquer une gamme étendue d'éléments métalliques et mécaniques.

Les articles en métal qui peuvent être aisément manufacturés comprennent notamment les éléments de construction tels les châssis de portes et de fenêtres, les lits, réservoirs, tonneaux et boîtes, articles en fer, installations sanitaires, ustensiles de cuisine, outils agricoles et carrosseries de camions. Il y a les articles industriels qui peuvent être produits par montage, total ou partiel et qui comprennent notamment les commutateurs, transformateurs, moteurs et postes de TSF, les appareils électriques ménagers, les machines à coudre, les pompes et soupapes, les véhicules automobiles et les bicyclettes. Les pays de l'Afrique de l'ouest dépensent annuellement environ 30 millions de dollars des Etats-Unis pour l'importation de machines et de produits de la construction mécanique légère; de grandes possibilités sont donc ouvertes au remplacement des importations si deux ou plusieurs pays de la sous-région décident de coopérer entre eux.

Toute structure industrielle moderne comprend des entreprises de petite capacité et des entreprises de grande capacité dont l'importance est déterminée en fonction des conditions requises pour un rendement optimum. Presque tous les pays de l'Afrique de l'ouest peuvent produire, en quantités relativement modestes, des briques et des tuiles, du savon, des chaussures, des fils métalliques, des peintures, des éléments en acier, des articles de cuir, des allumettes, des articles de laine, des filets de pêche, des jouets, des boîtes en métal, des récipients en verre et des articles en plastique.

Quant aux ressources forestières, celles de l'Afrique de l'ouest comptent parmi les plus riches du monde. Pour ce qui est des caractéristiques techniques, certaines espèces de l'Afrique de l'ouest sont, d'après les normes internationales, de qualité exceptionnelle. Le bois transformé sur place ou à proximité de la source d'approvisionnement rapporte en dollars de 10 à 16 fois plus que le bois vendu en grumes. Dans plusieurs pays de la sous-région, on pourrait créer les industries du bois suivantes :

- i) Meubles, y compris garnitures et portes.
- ii) Contre-plaqués.
- iii) Agglomérés.
- iv) Charpentes.
- v) Traverses de chemins de fer.
- vi) Panneaux en déchets de bois.
- vii) Boîtes en carton ondulé.
- viii) Crayons.
- ix) Papier d'emballage.
- x) Papier à lettre.
- xi) Papier-journal.
- xii) Extractions du tanin.

Dans plusieurs pays, on pourrait entreprendre immédiatement la construction d'entreprises industrielles de petite ou de moyenne importance.

Les industries alimentaires sont relativement aisées à développer parce que dans tous les pays la demande est grande et ne cesse d'augmenter, et que, dans la plupart des économies de la sous-région, le secteur agricole prédomine. En outre, si la production de produits alimentaires par habitant diminue, les données statistiques révèlent que les importations de produits alimentaires manufacturés tendent à augmenter, ce qui constitue une charge de plus pour les réserves en devises. Il est évident qu'il faut prendre des mesures énergiques et élaborer des projets concrets en vue de réduire cette charge, qui risque de s'accroître au fur et à mesure que le développement industriel s'accélérera. En ce qui concerne l'industrie des produits alimentaires, le secrétariat de la Commission économique pour l'Afrique est disposé à contribuer, en collaboration avec d'autres institutions des Nations Unies et des institutions bilatérales d'assistance technique, à examiner et à préparer des projets concrets tendant à l'accroissement de la production et à l'amélioration de la qualité.

En ce qui concerne la transformation des produits agricoles, il est encourageant de constater qu'un nombre important d'entreprises industrielles de petite et de moyenne importance ont déjà été créées dans divers pays de la sous-région. Les renseignements dont on dispose indiquent que de grandes possibilités existent encore inexploitées, ou insuffisamment exploitées, dans les domaines suivants : élevage, abattage de bétail, conserves de viande, produits laitiers, conserves de fruits et de légumes, traitement des cuirs et peaux, fabrication d'articles de cuir, utilisation des autres sous-produits de l'élevage, production d'aliments pour bétail, fabrication des vaccins pour les animaux, cigarettes, produits obtenus des déchets agricoles, traitement des oléagineux, et minoteries. De nombreux pays pourraient prendre un départ très rapide dans ces secteurs.

Pour la préparation des études destinées à la présente Conférence, on a tenu compte du fait que les projets industriels et agricoles de la sous-région doivent pouvoir s'inscrire dans un cadre d'ensemble. Il n'est pas nécessaire de souligner ici l'insuffisance des réseaux nationaux de transport destinés à l'acheminement de grandes quantités de matières premières et de produits finis et semi-finis. Plusieurs pays, et notamment la France, les Etats-Unis d'Amérique, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni, ont répondu favorablement aux demandes d'assistance pour la préparation d'études sur la possibilité de créer des réseaux de communications intégrés sur une base sous-régionale. Les premières équipes doivent être à pied-d'oeuvre d'ici quelques mois. Une étude de la navigabilité du Niger entre Yolwa et Gao doit être entreprise en janvier 1965, en collaboration avec le Gouvernement des Pays-Bas.

Il est encore d'autres projets qui portent notamment sur la création d'instituts régionaux de formation pour le personnel des transports et l'institution de groupes de travail composés de représentants des services de transport africains et d'experts étrangers. Ces groupes de travail seraient chargés d'étudier les moyens d'augmenter l'efficacité des réseaux de transport existants et d'améliorer l'organisation des travaux de recherche et l'application des résultats de ces travaux à la construction et à l'entretien des routes en vue d'alléger le fardeau qu'elles font peser sur les budgets nationaux.

On envisage aussi de prendre des dispositions pour faciliter les échanges sous-régionaux. Il s'agit d'harmoniser les procédures douanières, ce qui implique l'adoption par tous les pays de la Nomenclature de Bruxelles et la nécessité d'assurer la formation des fonctionnaires de l'administration des douanes. Il s'agit également d'élaborer des propositions tendant à résoudre, par voie d'accords, les problèmes que posent le passage des marchandises aux frontières et le transit, et de préparer des études en vue de déterminer les moyens d'établir la coopération monétaire dans les meilleures conditions d'efficacité possible.

L'évolution rapide de la structure des économies africaines est subordonnée à l'entrée en jeu de deux autres facteurs. En premier lieu, il faut élaborer des programmes beaucoup plus ambitieux de formation à tous les niveaux et pour autant de branches de l'industrie et de l'agriculture qu'il sera nécessaire. Ces programmes devront être axés obligatoirement sur l'acquisition de compétences pratiques en matière de production, de gestion et de distribution. Il faudra s'attacher en particulier à la formation dans les usines mêmes des techniciens et des ouvriers spécialisés et à former le personnel des cadres aux méthodes des études portant sur les possibilités de réalisation des projets. En second lieu, il faudra exploiter davantage les sciences et les techniques, par la recherche appliquée. En l'occurrence, les conceptions sont orientées vers des centres polyvalents de recherche industrielle appelés à desservir une sous-région ou des groupes de pays au sein de cette sous-région. Chaque centre devra être organisé en fonction des besoins des pays qu'il dessert et qu'on ne peut satisfaire sur le plan national; il faudra en outre qu'il soit équipé pour entreprendre des travaux de recherche pouvant aller jusqu'à l'implantation d'usines-pilotes.

Pour étayer les programmes multi-nationaux ou sous-régionaux de développement économique, la Commission a pris les dispositions requises en vue de la création de la Banque africaine de développement. A ce sujet j'ai le plaisir de vous annoncer que les conditions requises pour l'établissement de la Banque sont maintenant remplies et que la première réunion du Conseil d'administration doit avoir lieu le mois prochain.

En 1963, et encore cette année, le secrétariat a envoyé plusieurs missions dans divers pays de l'Europe occidentale et de l'Europe orientale, ainsi qu'en Inde, en vue de déterminer les conditions dans lesquelles ces pays seraient disposés, au cas où les pays africains lanceraient des programmes de développement économique rapide, à contribuer à la mise en oeuvre de ces programmes. Je suis très heureux de pouvoir vous dire que partout nous avons été reçus très chaleureusement, que partout on a compris les problèmes de l'Afrique et examiné avec sympathie nos demandes que nous avons formulées en termes très généraux. Les pays visités par les missions du secrétariat sont, par ordre alphabétique, les suivants : Belgique, France, Hongrie, Inde, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni, Suède, Tchécoslovaquie, URSS et Yougoslavie.

Au cours de ces visites, nous avons exposé notre intention de résoudre nos problèmes sur une base sous-régionale, tout en précisant que la Commission s'attachait tout autant à encourager le développement industriel et agricole aux niveaux national et multi-national. Cette notion de développement industriel intéressant une sous-région ou un groupe de pays a été accueillie très favorablement. On nous a répété, surtout dans les pays qui au cours des vingt dernières années se sont lancés dans le processus du développement économique accéléré, que tout dépendrait de l'énergie, de la clairvoyance et du courage des peuples africains et de leurs dirigeants, qu'il s'agisse du rythme ou du caractère du développement, de la qualité ou de la nature de l'assistance étrangère, de son importance, de la manière dont elle est obtenue ou encore de la contribution réelle que cette assistance peut apporter au développement. Au cours des quinze dernières années, en dépit de difficultés énormes, nombre de ces pays ont atteint des niveaux de développement qui jusqu'alors avaient été considérés comme hors de leur portée.

Et maintenant, où en sommes-nous ?

La présente Conférence a devant elle une série d'études relatives à des projets concrets qui ont été préparées d'après les directives de la Commission économique pour l'Afrique en partant du principe selon lequel les Etats membres s'intéressent aux possibilités concrets et non pas aux discussions théoriques.

Tout nous permet maintenant de croire que, d'ici vingt ans, l'Afrique pourra tendre vers les niveaux de développement atteints récemment dans certaines autres régions du monde; qu'une fois créées, les industries feront boule de neige et contribueront à accélérer le développement économique pour libérer en fin de compte les gouvernements et les peuples du joug de la pauvreté. Nous savons tous que les ressources naturelles de la sous-région et les capacités latentes de sa population constituent deux des facteurs les plus puissants qui permettront d'atteindre cet objectif.

De nombreux pays industrialisés ou en voie de développement se sont déjà déclarés disposés à augmenter l'assistance qu'ils donnent actuellement, si cette assistance est véritablement nécessaire à des fins constructives. Certains de ces pays ont envoyé des observateurs à la présente Conférence en vue de savoir quelles sont réellement vos intentions.

Il incombe maintenant aux Etats membres de la sous-région de préciser quelle voie ils entendent suivre, quel genre d'institution inter-gouvernementale ils désirent créer en vue de résoudre les nombreux problèmes d'ordre pratique qui ne manqueront pas de se poser et quelles mesures ils désireraient que le secrétariat de la CEA prenne pour les aider dans l'application de leurs décisions.

ANNEXE VII

Rapport de la Commission de l'industrie textile

1. La Commission pour l'industrie textile s'est réunie les 12 et 13 octobre. Elle se composait des représentants des pays suivants : Dahomey, Ghana, Guinée, Haute-Volta, Mali, Niger, Nigéria, Sénégal et Togo.

M. F.M.C. Obi (Nigéria) a été élu président et M. L. Dupuy (Sénégal) rapporteur.

2. Après un bref exposé du secrétariat de la CEA, la Commission a examiné le document intitulé "Les textiles en Afrique de l'ouest : situation et perspectives".

Les débats ont révélé que chaque pays avait des usines textiles ou se proposait d'en construire et qu'il serait souhaitable de réunir des renseignements plus précis à ce sujet. Les participants ont indiqué que la CEA devrait envoyer des experts dans chaque pays en vue de recueillir les renseignements nécessaires.

3. Les représentants ont reconnu que de grandes possibilités de développement s'offraient à l'industrie textile, il conviendrait cependant de déterminer la mesure dans laquelle il serait nécessaire d'intégrer les diverses industries textiles notamment en matière d'impression et de manufacture de tissus de qualité courante, comme les tissus utilisés dans la confection des vêtements d'hommes. Pour faciliter cette intégration, il faudrait abaisser les tarifs douaniers et protéger le marché contre la concurrence de l'étranger.

4. La Commission a examiné la question de la création d'une union des paiements entre les pays de la sous-région. Certains représentants ont estimé que le rapport de la Commission devrait contenir des recommandations précises soulignant la nécessité d'une union des paiements. D'autres, ont été d'avis qu'il s'agissait là d'une question très large qui ne se limitait pas à la seule industrie textile. La Commission a signalé que cette question avait été examinée à Tokyo et elle a prié la CEA de procéder à des études complémentaires à ce sujet.

5. Il conviendrait d'implanter les usines de transformation du coton dans les pays producteurs de coton et de coordonner les plans de développement de l'industrie textile de manière à assurer une répartition équitable de ces usines.
6. On a examiné la question de l'amélioration de la qualité du coton cultivé en Afrique de l'ouest et les possibilités de compléter la production locale de coton à fibres moyennes, soit par des importations de coton à fibres longues en provenance d'autres pays africains, soit par la production de fibres synthétiques.
7. Les participants ont estimé que les facteurs principaux qui déterminent le choix de l'emplacement des usines textiles sont l'existence d'une main-d'oeuvre qualifiée et d'une infrastructure suffisante. Il conviendrait d'encourager la mobilité de la main-d'oeuvre en vue de réduire le chômage.
8. On a souligné qu'il serait souhaitable de préparer des études sur la commercialisation des textiles et les frais de distribution.
9. On a signalé qu'il n'était pas question des fibres dures dans le rapport et qu'il conviendrait d'y remédier.

La Commission a recommandé à la Conférence d'adopter le projet de résolution suivant :

La Conférence sur la coordination industrielle en Afrique de l'ouest

Considérant qu'il conviendrait d'assurer une expansion rationnelle et rapide de l'industrie textile dans l'ensemble de la sous-région de l'Afrique de l'ouest,

Invite le Secrétaire exécutif de la CEA :

- a) A dresser l'inventaire des usines textiles existantes ou en projet dans la sous-région, en vue de formuler des recommandations au sujet des formes de spécialisation qui seraient indiquées au niveau de l'usine, du pays et de la sous-région, dans le cadre d'un marché commun des produits textiles, et compte

tenu du fait qu'il conviendrait de favoriser l'industrie textile dans les pays qui ne se prêtent pas à l'implantation d'une industrie lourde;

- b) A se livrer à une enquête sur la production et la consommation des fibres textiles dans la sous-région en vue de formuler des recommandations sur les moyens de diminuer dans la mesure du possible, la nécessité d'importer des fibres naturelles ou artificielles extra africaines;
- c) A préparer une étude des méthodes et des frais de distribution de la production textile présente et future dans toute la sous-région en vue de formuler des recommandations sur les moyens de réduire ces frais;
- d) A préparer une étude sur la main-d'oeuvre qualifiée et le personnel nécessaire à la future industrie textile en vue de recommander les mesures à prendre pour utiliser dans les meilleures conditions possibles les compétences disponibles et les moyens de formation professionnelle;
- e) A préparer une étude portant sur la production et la consommation des fibres dures;
- f) A recommander, en conformité avec les dispositions des alinéas précédents, les mesures à prendre en vue d'établir un marché commun des textiles et de créer les institutions que l'établissement de ce marché requiert aux fins de le protéger contre toute concurrence déloyale de l'étranger.

ANNEXE VIII

RAPPORT DE LA COMMISSION DU CIMENT

La Commission pour le ciment s'est réunie les 12 et 13 octobre. Elle se composait des représentants de tous les pays participants. M. Olory-Togbe (Dahomey) a été élu président et M. E.O. Obayan (Nigeria) rapporteur.

Le secrétariat de la CEA a fait un bref exposé pour présenter le rapport intitulé "Perspectives de l'industrie du ciment en Afrique" (E/CN.14/INR.75), dont les principaux points sont les suivants :

i) Il existe une relation étroite entre la consommation de ciment et le niveau de développement de l'économie d'un pays. L'étude des données statistiques de plusieurs pays portant sur de nombreuses années donne même à penser qu'il existe un lien entre la consommation de ciment par habitant et le produit intérieur brut par habitant.

ii) Dans les pays africains, les matériaux et éléments de construction à base de ciment remplacent progressivement le bois, le pisé, la brique cuite, le chaume, etc. dans la construction des logements et des bâtiments. Les pays africains doivent faire face non seulement à la tendance générale des techniques modernes de la construction à utiliser davantage le ciment, mais aussi à une augmentation des activités de construction. Par ailleurs, l'industrialisation les force à exploiter leurs ressources naturelles et à développer leur infrastructure, ce qui implique des dépenses très élevées pour les biens d'équipement et une utilisation accrue de ciment.

iii) En 1960, les importations de ciment de la sous-région ont représenté près de 38 millions de dollars des Etats-Unis, c'est-à-dire le quart de la valeur des importations totales de matériaux de construction. En outre, le prix du ciment livré dans la sous-région est considérablement plus élevé qu'il ne l'est dans les pays d'origine, puisqu'il est parfois de quatre à sept fois supérieur. Les estimations des besoins futurs de ciment établies d'après les évaluations de la croissance économique indiquent qu'en 1970, la production sous-régionale

sera encore inférieure de 3 millions de tonnes à la demande, ce qui représente 90 millions de dollars des Etats-Unis.

iv) En vue de réduire les dépenses en devises, il est indispensable de recommander la création de cimenteries dans plusieurs pays de la sous-région et l'agrandissement des usines existantes au Sénégal et en Nigéria.

v) Les participants ont noté avec satisfaction que le développement de la production de ciment dans la sous-région permettra de réaliser des économies considérables sur les dépenses en monnaies fortes et que les possibilités d'emploi créées par la même occasion contribueront à accélérer le développement économique de la sous-région.

Ayant examiné et adopté le rapport du secrétariat, la Commission a conclu ce qui suit :

i) On a regretté qu'il n'ait pas été question de la Mauritanie dans l'étude de l'industrie du ciment en Afrique; et il a été admis unanimement qu'il conviendrait d'y remédier lors de la révision de cette étude.

ii) Etant donné les dépenses considérables en monnaies fortes qu'impliquent pour la sous-région les importations de ciment étant donné aussi les possibilités évidentes ouvertes à l'expansion de l'industrie du ciment dans la sous-région, les participants ont reconnu qu'il fallait intensifier les efforts en vue d'exécuter dans les plus brefs délais les projets réalisables.

iii) L'expansion et la décentralisation de l'industrie du ciment par la création de petites unités de production sont, pour les pays de l'intérieur, qu'on abaissait par ce moyen, la meilleure solution, d'autant plus le cours extrêmement élevé du ciment dans ces pays.

iv) Il conviendrait d'envisager de grandes unités de production dans les pays maritimes, capables de concurrencer efficacement le ciment étranger, ce qui, dans ce cas également abaisserait le cours du ciment et par conséquent réduirait le coût de la construction.

v) Il convient de choisir rationnellement l'emplacement des usines afin d'arriver à une complémentarité des projets sur le plan sous-régional. Pour le choix des emplacements, il faut tenir compte de la répartition géographique des marchés sans se soucier des frontières politiques afin qu'en dernière analyse, ce soit le prix de revient qui justifie la construction des cimenteries, si l'on veut retirer de chaque projet un maximum d'avantages économiques.

vi) Sans coordination et sans coopération sous-régionales, on ne peut pas résoudre les problèmes qui pourraient faire obstacle à une expansion rentable de l'industrie. De grandes possibilités s'offrent à la coopération mutuelle en matière d'approvisionnement en clinker et en ciment. Les pays ne possédant pas de ressources en pierres à chaux pourraient ainsi satisfaire un besoin primordial, alors que ceux qui en possèdent pourraient, grâce à ces débouchés extérieurs, envisager la création d'usines plus grandes, d'une capacité assurant une meilleure rentabilité :

vii) Il convient de favoriser les recherches techniques en vue de créer des unités de production mieux adaptées aux besoins et problèmes propres à la sous-région. Les participants ont reconnu que les études et travaux de recherche doivent permettre de réaliser des économies et d'éviter les dépenses inutiles qu'il s'agisse des investissements d'équipement ou des frais d'exploitation.

La Commission a recommandé à la Conférence d'adopter le projet de résolution suivant :

La Conférence sur la coordination industrielle en Afrique de l'ouest,

Ayant examiné le rapport du secrétariat intitulé "Perspectives de l'industrie du ciment en Afrique de l'ouest",

Recommande

- a) d'intensifier les efforts en vue de développer l'industrie du ciment et de mettre en oeuvre sans délai les projets réalisables,
- b) de concevoir et de mettre en oeuvre le développement de l'industrie du ciment dans le cadre d'une expansion décentralisée,
- c) de coordonner les projets sous-régionaux en vue d'assurer un choix rationnel des emplacements et une répartition équitable des usines en veillant à créer les conditions nécessaires qui permettront à ces usines de soutenir réellement la concurrence,
- d) d'instaurer sur le plan sous-régional une coopération en matière d'approvisionnement et de consommation de clinker et de ciment produits dans la sous-région, en vue de créer des marchés assez étendus pour permettre l'implantation d'usines plus grandes, d'une capacité assurant une meilleure rentabilité;

Invite le Secrétaire exécutif de la CEA :

- a) à aider les pays de la sous-région à stimuler les recherches techniques en vue d'adapter l'équipement et les machines aux conditions propres à l'Afrique et de conseiller ces pays dans leurs négociations avec les fournisseurs d'équipement;
- b) à entreprendre en Mauritanie les études appropriées sur la possibilité pour l'industrie du ciment de la sous-région d'utiliser les gisements de gypse de ce pays.

Invite les Etats membres:

- a) à donner la préférence au clinker et au ciment produits dans la sous-région, à condition que les cours de la production sous-régionale lui permettent de soutenir la concurrence des importations en provenance des pays extérieurs à la sous-région.
- b) à encourager le développement des usines des pays de l'intérieur en étendant leurs possibilités de débouchés aux zones limitrophes des pays maritimes, à condition que les cours de la production des pays de l'intérieur lui permettent de soutenir la concurrence de la production des pays maritimes.

ANNEXE IX

RAPPORT DE LA COMMISSION DES INDUSTRIES ALIMENTAIRES

La Commission pour les industries alimentaires s'est réunie les 12 et 13 octobre. Elle était composée de représentants des pays suivants : Dahomey, Guinée, Haute-Volta, Libéria, Mali, Mauritanie, Niger, Nigéria, Sénégal, Togo.

Le représentant du Mali a été élu président. Les deux rapporteurs du bureau de la Conférence, c'est-à-dire les représentants de la Nigéria et du Sénégal, ont été désignés comme rapporteurs de la Commission.

Le secrétariat a présenté un rapport intitulé : "Développement des industries alimentaires en Afrique de l'ouest" (E/CN.14/INR.76). Il a appelé l'attention sur les possibilités qui s'offrent au développement d'industries alimentaires de catégories très diverses dans tous les pays de l'Afrique de l'ouest, ce qui permettrait d'approvisionner les marchés nationaux ne produits remplaçant les importations. Certaines de ces industries pourraient même produire pour l'exportation, comme les industries de la viande, du poisson congelé et du sucre. Une assistance pourrait être fournie aux gouvernements qui en feraient la demande, au titre de l'assistance technique des Nations Unies ou de l'aide bilatérale, pour conseiller ces gouvernements sur le développement de ces industries. La FAO, qui travaille en collaboration étroite avec la CEA, est l'institution spécialisée la mieux placée pour répondre à ces demandes.

L'attention des représentants a également été appelée sur le résumé des recommandations contenues au paragraphe 18 du document E/CN.14/INR/76 où il a été souligné qu'il serait utile de créer, avec l'aide du Fonds spécial des Nations Unies, un certain nombre d'instituts

sous régionaux spécialisés dans la transformation des comestibles, qui pourraient s'occuper, par exemple, du traitement de la viande et des produits laitiers, de la transformation des céréales, de recherches et de mesures d'amélioration portant sur le tabac; un institut de biologie marine et d'océanographie (poissons de mer et poissons d'eau douce) et de l'enseignement théorique et pratique des techniques du froid. Enfin, la FAO et la CEA pourraient effectuer des études plus approfondies sur les industries alimentaires importantes pour lesquelles il serait possible d'instaurer un certain degré de spécialisation sur le plan sous-régional, notamment sur les industries alimentaires situées dans les pays de l'intérieur (viande et produits laitiers).

On peut dégager des débats les points suivants :

1. Un certain nombre de participants ont indiqué ce qui se faisait dans leurs pays pour le développement des industries alimentaires.
2. Certains pays ont insisté sur l'importance du développement de la production de sucre.
3. Plusieurs pays ont manifesté de l'intérêt pour la création d'un institut de biologie marine et d'océanographie comprenant deux départements, l'un sur la côte pour la pêche en mer, et l'autre dans un pays de l'intérieur pour la pêche en eau douce.
4. Plusieurs représentants ont aussi manifesté de l'intérêt pour la création d'un institut de traitement de la viande et des produits laitiers et d'un institut de traitement des céréales. Ils ont fait valoir que ces instituts devraient s'occuper non seulement des problèmes techniques mais aussi des études de marché.
5. De nombreux délégués se sont déclarés en faveur de la création d'un institut sous-régional des normes alimentaires doté d'un laboratoire d'expériences.

6. On a fait remarquer qu'il existait déjà un certain nombre d'instituts de recherches sur les industries alimentaires qui pourraient être développés.

7. On a souligné qu'il serait important de procéder à des études sur les moyens de fixer les prix d'exportation et de créer des marchés pour l'exportation des produits alimentaires.

La Commission a recommandé à la Conférence d'adopter le projet de résolution suivant :

La Conférence sur la coordination industrielle en Afrique de l'ouest,

Ayant examiné le rapport préliminaire établi par les experts de la CEA et de la FAO sur le développement des industries alimentaires en Afrique de l'ouest,

Considérant que le remplacement des importations par des produits d'élaboration locale, que l'on pourrait également exporter, ouvre de grandes possibilités au développement des industries alimentaires,

Considérant également que la coordination dans la sous-région ne doit pas se limiter au remplacement des importations pays par pays mais aussi tenir compte des possibilités de compensation multilatérale dans ladite sous-région,

Réaffirmant l'importance de la recherche appliquée et de la formation du personnel,

Invite le Secrétaire exécutif de la CEA, en consultation avec la FAO,

1. à dresser dans les plus brefs délais un inventaire complet des instituts de la sous-région spécialisés dans les industries alimentaires et les branches connexes;

2. à élaborer, en fonction de cet inventaire, des propositions en vue d'une expansion éventuelle de ces instituts pour leur permettre de répondre aux besoins intérieurs et à ceux de la sous-région;

l'occasion de rendre hommage à nos Chefs d'Etat et de gouvernement qui, serrant de près nos réalités, ont bien voulu se retrouver à Addis-Abéba en mai 1963, pour créer la grande communauté africaine.

Effectivement, l'OUA, en liaison avec la CEA, apparaît comme le cadre le plus indiqué pour traiter les questions à l'échelle continentale, voire régionale.

La question qui nous préoccupe n'est pas de savoir, par exemple, dans quel Etat on doit construire une usine de sidérurgie et d'industrie mécanique pour l'Afrique de l'ouest.

La question qui se pose est en réalité de savoir quels sont les pays qui projettent l'installation d'usines sidérurgiques eu égard à leurs potentialités et leurs conditions économiques avantageuses.

- Quelles sont nos possibilités actuelles?
- Quel est l'ordre de priorité pour imprimer à nos économies leur caractère de complémentarité, en liaison avec les besoins de nos peuples?

La coordination régionale et la spécialisation exigent des préalables :

- Décision politique;
- Mise en place d'organismes appropriés;
- Inventaire des ressources réelles de la région considérée;
- Prise en considération de la vocation naturelle de chaque Etat et de son programme de développement.

Ce qui importe pour nous c'est que nous concrétisions notre volonté commune de progrès et notre identité d'orientation politique.

Or nous constatons que le rapport des experts est manifestement incomplet:

- La Nigéria a déjà défini son programme.
- Le rapport ignore les possibilités de la Mauritanie.
- Aucune mention n'est faite des potentialités universellement connues de la Guinée dont les gisements de minerai de fer totalisent plus d'un milliard de tonnes de réserves immédiatement exploitables.

Nous rappelons que le rapport lui-même précise que l'usine à implanter dans l'un des quatre sites étudiés devra, pour être rentable, s'approvisionner en minerai du Mont Nimba dont les deux-tiers trouvent en territoire guinéen. A côté du Mont Nimba, nous avons également le gisement du Simandou avec ses 300 millions de tonnes de réserves avec une teneur de 60 pour 100 de fer.

Il faut ajouter à tout cela les réserves du Kaloum à Conakry, s'élevant à 500 millions de tonnes avec une teneur de 60 pour 100.

Pour réaliser une usine sidérurgique, il est indispensable de réunir sur place le minerai, le charbon, le fuel et l'électricité.

Nous disposons de matières premières dépassent largement les besoins de l'Ouest africain. Notre programme de développement prévoit l'installation d'une raffinerie de pétrole de 100.000 tonnes à Conakry. Nos potentialités hydro-électriques atteignent 63 milliards de kilowatts-heure. Il faut enfin noter que le charbon de coke sera nécessairement importé quel que soit le lieu d'implantation de l'usine. Là aussi, la nature a voulu que la position géographique de la Guinée soit très favorisée.

Il nous plaît ainsi de porter à votre connaissance que la République de Guinée jette déjà, dans le cadre de son plan septennal, les bases d'une sidérurgie.

Monsieur le Président, il apparaît clairement que malgré tous les efforts fournis par les experts de la CEA, le rapport présenté demeure incomplet.

Nous prenons acte de la décision de la Nigéria, déterminée à construire sa sidérurgie, nous retenons aussi que ce pays n'a pas été suffisamment étudié par les experts.

Nous notons que la Mauritanie n'a pas été visitée.

Nous soulignons qu'aucune mention n'est faite de la Guinée. Dès lors ma délégation estime que, dans un but d'harmonisation et de spécialisation véritables, il est indispensable de recommander à la CEA, en collaboration avec l'OUA, de procéder aux études complémentaires avant toute prise de décision définitive.

Nous remercions sincèrement le Gouvernement malien et le secrétariat de la CEA pour la parfaite organisation matérielle des présentes assises.

Nos remerciements vont également au peuple frère du Mali et à son parti d'avant-garde, l'Union soudanaise RDA, pour les fraternelles marques d'hospitalité dont nous sommes l'objet.

ANNEXE XI

DECLARATION DU REPRESENTANT DE LA MAURITANIE APRES LE VOTE DU RAPPORT
ET DE LA RESOLUTION SUR LA SIDERURGIE

La délégation de la Mauritanie tient à prendre la parole à l'issue de ce vote pour réserver sa position. En effet, dès le début de cette Conférence, notre délégation a élevé une légitime protestation contre ce qu'elle peut prendre pour une négligence coupable. La Mauritanie ne figurait nulle part dans les rapports des experts qui ont servi de base à nos travaux et cela bien qu'à Addis-Abéba, lors de la sixième session de la CEA, il ait été demandé d'entreprendre des études dans tous les pays intéressés, la Mauritanie comprise.

Nous sommes donc portés à croire que la coordination à laquelle nous voulons parvenir, et dont un début d'exécution devait partir de Bamako, est compromise dès le départ, à moins que la Conférence de Bamako, tenant compte de cette lacune, n'accepte de reporter sa décision à plus tard.

Mais il semble que certaines délégations soient pressées de voir aboutir leurs projets. Ces délégations évoquent des décisions prises lors de réunions précédentes auxquelles mon pays n'a pas pu participer et oublient celle plus récente d'Addis-Abéba au cours de laquelle mon pays a élevé la voix pour dénoncer la négligence dont il a fait l'objet.

Cet oubli persistant n'inspire pas confiance à mon pays surtout lorsque le domaine par lequel nous voulons commencer notre harmonisation est celui de la sidérurgie et que la Mauritanie peut et doit aspirer à se spécialiser dans ce secteur en raison de ses immenses potentialités mondialement connues. Il semble à ma délégation que si ses partenaires ne peuvent pas et ne veulent pas tenir compte de ces facteurs favorables, il ne penseront pas à elle lorsqu'il s'agira d'harmonisation de nos programmes dans des domaines où la Mauritanie

a beaucoup moins de chance de réaliser un complexe qui couvre la région de l'ouest africain. Il nous semble qu'il y ait des Etats dont on veut faire des marchés et des sources d'approvisionnement et d'autres que l'on prédestine à un véritable développement, et l'on veut envelopper tout cela sous les termes fallacieux d'harmonisation et d'unité africaine.

Mon pays adhérera à un programme d'harmonisation lorsque nous commencerons par le commencement, lorsque nous recenserons d'abord nos potentialités et qu'il nous paraîtra sans équivoque que les sites choisis sont les plus avantageux.

Etant donné que cette Conférence ne tient pas compte de tout cela et s'engage résolument vers des solutions partielles dangereuses pour l'avenir de notre continent, la Mauritanie a choisi de réserver sa position. Elle désapprouve la décision prise aujourd'hui et se réserve de resoulever le problème devant la septième session de la CEA.